Déclaration liminaire CGT EDuc 93

CDEN de bilan de rentrée

Jeudi 21 novembre 2019

Pour répondre aux difficultés persistantes dans le 93, le gouvernement a, jeudi 31 octobre présenté, ici même, 23 mesures de transformation du département accompagné (je cite) « d'un investissement massif de l'Etat » sur les dix prochaines années. En plus d'être une réponse bien tardive face à l'urgence du territoire, c'est une réponse insuffisante !

Il est grand temps que le gouvernement finance et alloue des moyens à la mesure des besoins du territoire. Ce n'est pas une compensation financière de 10 000 euros au bout de 5 ans (même elle est toujours la bienvenue) qui va suffire : il faut plus de moyens. Il faut créer des postes, en pérenniser certains, baisser les effectifs des classes… car la situation de l'éducation dans le département est catastrophique contrairement aux dires du ministre qui annonce sa « meilleure rentrée ».

Parallèlement ; la publication du Rapport Azéma-Mathiot sur l'éducation prioritaire va à contresens des annonces médiatiques sur le 93. La CGT Éducation dénonce ce projet qui entrainerait une baisse des moyens attribués au traitement de la difficulté sociale. Pire, on passe d'une logique d'attribution collective des moyens au bénéfice de dispositifs individualisés, pour les élèves à profils particuliers comme pour les personnels. Pour ces dernier·ères, le rapport préconise la fin de l'indemnité REP au profit d'une prime d'installation et d'éventuelles bonifications (indiciaires ou pour les mutations) fléchées sur les postes et non l'établissement ou l'école.

La meilleure rentrée de JM Blanquer, c'est donc pour le 93 une hausse significative des effectifs d'élèves sans une hausse proportionnelle des moyens. Les ouvertures de classes et d'écoles restent insuffisantes et se font souvent au détriment d'un autre niveau ou d'un autre EPLE. Les classes restent encore trop souvent surchargées et les professeurs sont en souffrance car dans l'impossibilité d'assurer correctement leurs missions.

Ainsi tandis que l'on multiplie les mesures administratives et les dispositifs kafkaiens, les conditions d'apprentissages des élèves et les conditions de travail des enseignants ne cessent de se dégrader. La souffrance est palpable dans de nombreux établissements : d'un côté les administratifs qui doivent gérer la dématérialisation de la campagne de bourse de ce début d'année désastreuse, du côté des élèves le manque de matériel et les violences aux abords des établissements et du côté des enseignants (Christine Renon évoquait d'ailleurs ce sentiment d'impuissance des agents de la fonction publique face à la multiplication des tâches dénuées de sens, chronophages et énergivores).

Beaucoup de classes de CP/CE1 sont encore au-dessus des 12 élèves par classes comme à Drancy avec 14,88 élèves en CE1 ou 15 élèves en CP à Tremblay, 2 ans après l'annonce des dédoublements.

Ces conditions difficiles d'étude se traduisent par des résultats aux examens bien en-dessous de la moyenne nationale (4 points en dessous pour le DNB, 2 points pour le baccalauréat). Où sont l'égalité des chances et la lutte contre les inégalités scolaires chères à notre République ? Pourtant rien n'est inéluctable : si des divisions n'avaient pas été fermées sans raison en fin d'année dernière avec des DHG inacceptables, les classes ne seraient pas dans ces états-là.

Comment se fait-il par ailleurs qu'une classe d'UPE2A ait fermé à Bagnolet au profit d'une classe itinérante (au nom d'un « transfert de dispositif ») alors qu'il faudrait l'ouverture de nouvelles classes dans plusieurs villes du département qui accueillent de nombreux enfants allophones.

En outre, plusieurs centaines d'élèves ULIS ou disposant d'une notification MDPH sont toujours dans l'attente d'un accompagnement humain alors que l'augmentation du nombre d'élèves en situation de handicap est toujours plus élevée. Comment pourraient-ils être correctement suivis quand on apprend que de nombreux AESH n'ont toujours pas signé de contrat de 3 ans, contrat qui leur est pourtant dû de manière obligatoire depuis juin dernier. De plus la mise en place des Pials visant principalement à mutualiser les postes, facilite ainsi la suppression de 20 000 postes AESH comme l'a annoncé JM Blanquer (103 000 à 80 000). Cette situation, la CGT la dénonce fermement.

Hier avait d'ailleurs lieu un rassemblement intersyndical devant le ministère des AESH pour dénoncer leurs conditions de travail qui se dégradent (salaires indignes, multiplication des heures non payées, non reconnaissance de leur expérience professionnelle, affectations et changements, d'emploi du temps intempestifs, non versement de la prime REP…). Tous ces facteurs concourent à un mauvais accompagnement des élèves en situation de handicap. Est-ce ainsi qu'on traite les plus fragiles ?

Pour résumé, l'éducation dans notre département est sinistrée. J'en veux pour preuve le rassemblement qui a eu lieu hier devant le ministère suite à l'appel des 4 (les Lilas, le Pré Saint Gervais, Romainville, Bagnolet). 4 villes de notre département donc. Ce rassemblement entendait alerter sur le danger que représente aujourd'hui le fait d'aller à l'école dans le 93. Il y avait des enseignants mais aussi des parents, des élues mais surtout des élèves. Tous inquiets et qui sont restés sans réponse puisque le Ministère n'a même pas daigner les recevoir.

En effet, plus les agents et les habitants alertent sur les difficultés croissantes, le manque de moyen, plus le gouvernement communique mais se désengage. Jusqu'où laisserons-nous faire cela ? C'est à vous, en particulier, en tant que représentant de notre département d'aller tirer les sonnettes d'alarme, de défendre les intérêts des enfants et de faire entendre nos voix auprès du ministère. Vous pourriez en profiter au passage pour interpeller le gouvernement sur l'arrestation arbitraire de notre camarade et représentant syndical, Hervé Ossant, le jour même de la venue d'Edouard Philippe et de Jean-Michel Blanquer, alors qu'il manifestait pacifiquement contre la dégradation des services publics, fait douloureusement penser à des pratiques d'un autre âge et dont on connait malheureusement quelles en ont été l'issue tragique.

Enfin, nous souhaitons profiter de ce conseil départemental et parce que notre syndicat a entamé un vrai travail d'enquêtes sur ces questions, pour rappeler qu'une femme sur 10 est victime chaque année de violences sexistes et 1 sur 5 dans sa vie professionnelle. C'est pourquoi nous avons lancé un questionnaire anonyme s'adressant à l'ensemble des personnels de l'éducation nationale. A l'issu de cette enquête nous adresserons des propositions concrètes visant dans un premier temps à l'application du protocole de 2013 sur l'égalité femme/homme pour permettre une meilleure gestion des dossiers afin que le traitement de ces violences ne soient plus un parcours de la combattante comme c'est le cas de certaines de nos collègues au collège Robespierre.

Nous syndicats, faisons notre travail, en portant la voix de nos collègues et de nos élèves pour défendre dans le premier cas, des conditions de travail, et dans l'autre cas, des conditions d'apprentissage face à l'administration. Le département ne doit pas se satisfaire de cette rentrée chaotique et doit œuvrer sans relâche pour les élèves et les agents de l'éducation nationale.